

## Après Empire

Entrevue avec Michael Hardt<sup>1</sup>

*Conjonctures* : Dans le dernier numéro de *Conjonctures*, nous avons amorcé un débat autour des thèses que vous développez dans *Empire*. Après la sortie de votre livre nous avons assisté au moins à deux événements politiques marquants pour l'histoire de l'empire : les événements du 11 septembre à New York et surtout la deuxième guerre contre l'Irak. Si vous aviez à publier votre ouvrage maintenant, y a-t-il des éléments que vous aimeriez changer ?

*Michael Hardt* : Oui, il faudrait certainement écrire un livre différent. Notamment parce que tout le monde se met à parler de l'empire ; c'est presque devenu une mode. De plus en plus de livres sortent autour de l'empire, et particulièrement de l'empire américain. Il y a un débat théorique sur ce qu'on pourrait appeler l'ordre du monde. Mais même si tout le monde semble accepter maintenant le concept d'empire, encore faut-il savoir de quel type d'empire on parle. Le débat politique pourrait être résumé par la question suivante : est-ce que les États-Unis peuvent agir unilatéralement — ou, comme certains aiment le dire ici, peuvent-ils faire cavalier seul — ou ont-ils besoin d'un support multilatéral ? Autrement dit, ont-ils besoin de l'assistance d'autres États-nations dominants ? Sans parler de la prise en considération des intérêts des multinationales. En d'autres mots, faut-il avoir un empire décentralisé ou à tout le moins une version aristocra-

---

<sup>1</sup> Michael Hardt est professeur de littérature à l'Université Duke en Caroline du Nord. Auteur avec Antonio Negri de, notamment, *Empire* et *Labour of Dionisus, A Critique of the State-Form*.

tique de l'empire, plutôt qu'une version centralisée, « monarchique », d'un empire contrôlé par les États-Unis. Quoi qu'il en soit, je crois que le concept d'empire, qui nous semblait auparavant avoir une charge polémique en lui-même, est maintenant pris pour acquis.

*Certains vous reprochent d'introduire un nouveau concept comme celui d'empire, alors que vous auriez pu utiliser le bon vieux concept d'impérialisme. Ne pensez-vous pas que l'expression d'impérialisme américain pourrait mieux caractériser la situation actuelle ?*

On pourrait dire deux choses à ce propos. La première est que notre concept d'empire — et notre livre lui-même — est ambigu sur ce point, et sur le rôle des États-Unis. Notre propos est un peu « auto-contradictoire », mais d'une manière qui me semble très utile. D'une part, nous disons très clairement qu'il n'y a plus d'impérialisme, et qu'aucun État-nation ne peut plus se mettre au centre et gérer l'ordre global du monde. D'autre part, nous parlons souvent du rôle central et primordial des États-Unis à l'intérieur de cette nouvelle conception, comme en témoigne l'accent que nous avons mis sur la constitution américaine — avec le long chapitre consacré à son histoire — et sur la façon dont elle s'est érigée en modèle pour le nouvel ordre mondial.

Ensuite lorsque nous avançons qu'il y a trois éléments centraux dans les règles impériales, soit les bombes, les moyens de communication et l'argent, nous sommes en quelque sorte en contradiction, puisque nous les faisons correspondre à trois villes américaines : Washington, Los Angeles et New York. Et pourquoi pas Londres, Paris ou Berlin ? Pour expliquer ces contradictions, il suffit sans doute de penser l'ordre du monde contemporain autour de la nécessité d'une collaboration entre le pouvoir monarchique (dont la Maison-Blanche et le Pentagone sont les représentants et qu'on pourrait appeler le pouvoir unilatéral) et cette aristocratie multilatérale, composée des autres États-nations dominants. Il est

clair que ces deux pouvoirs doivent collaborer et échanger aux niveaux politique, économique, etc., parce que les États-Unis sont incapables de conduire seuls l'ordre du monde. Le débat sur cette collaboration est fort même à l'intérieur de la droite américaine : les États-Unis doivent-ils s'aliéner les États européens et d'autres États dominants, ou doivent-ils demander une certaine collaboration de leur part ? Les États-Unis peuvent conduire cette guerre militairement, mais pas en assumer les frais, car la crise de l'économie américaine ne disparaît pas pendant ces guerres. Ils ont donc besoin de cette collaboration, ne serait-ce que financièrement. Voilà une première façon de répondre à votre question.

Il y a une autre façon d'y répondre. Avec cette distinction entre impérialisme et empire, nous voulions souligner que quelque chose de fondamental avait changé et qu'il n'était pas possible pour les États-Unis de tenter un *remake* de l'impérialisme européen. Il me semble très évident que les dimensions de ce changement sont telles que nous devons parler d'empire américain plutôt que d'impérialisme. Un historien britannique, Niall Ferguson<sup>2</sup>, a récemment publié un livre, intitulé lui aussi *Empire*, qui présente l'histoire de l'impérialisme britannique. Il soutient que l'empire américain devrait répéter le projet britannique. Il croit que l'impérialisme britannique s'est fait une mauvaise réputation, alors que c'était vraiment quelque chose de fantastique pour tous ceux qui étaient concernés, que tout le monde en aurait profité. Et donc que les États-Unis devraient reprendre ce projet fantastique. Cela me semble ridicule. C'est bien pour contrer ce genre de proposition que nous faisons la distinction entre impérialisme et empire, parce qu'il nous semble évident qu'il n'est plus possible à l'heure actuelle de vouloir refaire l'impérialisme. Nous n'excusons pas pour autant la politique des États-Unis et nous croyons que ses activités

---

<sup>2</sup> Niall Ferguson, *Empire : The Rise and Demise of the British World Order and the Lessons for Global Power*, Basic Books, 2003.

sont à condamner. Mais, indépendamment de ces considérations politiques, nous croyons qu'il est important de reconnaître la nouveauté de la situation actuelle.

*Même si vous êtes très critiques par rapport à l'empire, vous soutenez quand même que cela constitue un « pas en avant ». Comment expliquez-vous alors que ces idées-là soient portées par la droite religieuse représentée par Bush, plutôt que par la tendance libérale représentée par Clinton ou d'autres ?*

C'est une autre critique — plus amicale — faite à notre livre : notre livre décrirait bien la situation sous Clinton, mais ne décrirait pas correctement le monde de Bush. Je crois qu'il y a là quelque chose de vrai. Il y a une certaine pertinence à lire l'histoire des États-Unis à partir de ses présidents, mais en général, et dans ce cas-ci aussi, je crois plus important de reconnaître la continuité dans la politique étrangère américaine ou la géopolitique globale. De ce point de vue, il y a une continuité entre les politiques de Bush père, de Clinton et de Georges W. Bush. Naturellement je suis d'accord qu'il y a des différences entre l'approche de Clinton au Kosovo et celles de Bush père ou de Bush fils en Irak. Mais toutes les trois articulent une stratégie qu'on pourrait appeler, comme le font certains fonctionnaires de l'administration américaine, une « stratégie d'ouverture ». Cette stratégie d'ouverture signifie interactions et échanges globaux, mais bien sûr sous l'hégémonie américaine. C'est quelque chose qui mûrit depuis la fin de la Guerre froide et qui, probablement, faisait même partie de la stratégie de la Guerre froide elle-même. Je ne suis pas en train de dire qu'il ne faut pas reconnaître la différence existant entre les différentes administrations, mais je crois qu'il faut aussi reconnaître la continuité.

*On pourrait avancer que l'alliance entre Blair le travailliste et Bush l'intégriste illustre bien, de manière transversale, votre argument de la continuité. Pourrait-on aussi dire que Blair est celui qui représente le mieux l'idée d'un empire fondé sur les valeurs démocratiques de la modernité, et non sur la religion ?*

Je ne suis pas sûr que je choiserais Blair comme exemple d'une vision moderne et démocratique de l'empire. Mais à l'intérieur de ce qu'on appelle la science politique libérale aux États-Unis, plusieurs soutiennent ce genre de thèse : ils disent qu'on n'a pas d'autre choix que de reconnaître que les États-Unis sont la puissance hégémonique, mais qu'il faut en faire une hégémonie positive et non une hégémonie dominante au sens péjoratif du terme. Il est clair qu'entre ces deux choix, le premier est le meilleur. Mais cette alternative n'est pas intéressante, elle ne nous aide pas à résoudre la question principale qui est : quel genre de politique pouvons-nous avoir contre cet empire ?

*Mais où en est donc ce courant intellectuel libéral ? Que pensez-vous de la vision européenne, qui considère que les intellectuels américains sont presque unanimement derrière Bush ? Y a-t-il selon vous de vraies oppositions à la politique de Bush ?*

Ce qui est important, c'est notre incapacité, celle de la gauche, de la gauche internationale, à formuler une contre-politique. Je veux bien croire que toutes ces analyses sur les différences entre ce qui relève de l'impérialisme et ce qui relève de l'empire ont une certaine pertinence. Mais ce dont on a vraiment besoin, c'est de formuler une contre-politique. Une certaine gauche internationale dit que dans l'état actuel un projet contre-politique global est impossible. Il me semble que cela correspond à une certaine version de la position social-démocrate, qui est devenue presque intenable. Elle voit la globalisation capitaliste actuelle comme une chose négative et soutient qu'il faut y répondre par le renforcement de la souveraineté nationale. Cette position était très répandue dans la gauche britannique jusqu'à récemment, aux États-Unis aussi, et elle représentait une des positions dominantes à Porto Alegre. Pour ma part, je crois que cette position de renforcement de la souveraineté nationale n'a pas sa place contre la globalisation capitaliste. Ce qui me semble plus intéressant à souligner, c'est que ce qui domine aux États-Unis parmi les intellectuels dissidents, c'est simple-

ment une condamnation du gouvernement des États-Unis et de son hégémonie globale – c'est la position de Chomsky et de son entourage. Elle a une certaine utilité, mais cela ne va pas très loin. Cette critique est importante, disons de Chomsky à Gore Vidal.

Mais ce dont nous avons besoin, ce n'est ni l'insistance sur la souveraineté nationale ni les lamentations contre la tyrannie du pouvoir américain ; c'est de formuler une politique internationale. Et c'est là que le concept de multitude devient important. Le concept de multitude n'a pas été très bien développé sur le plan théorique mais il a démontré son utilité dans la pratique. Par exemple, les manifestations anti-guerre du 15 février à travers le monde ont constitué un événement très important et démontré l'existence d'une opposition non nationale contre cette guerre : ce n'était pas les peuples britannique, américain ou thaïlandais qui manifestaient contre la guerre ; c'était vraiment une manifestation globale et coordonnée contre la guerre. Cela me semble constituer le signe d'une nouvelle forme de réponse, qui a besoin d'être développée sur le plan théorique. En ce sens il faut penser en termes de multitude, car il ne s'agit pas seulement de peuples, ce n'est pas lié à une souveraineté nationale, c'est au-delà des frontières nationales ; ce mouvement cherche à créer à partir du bas une alternative à cette guerre globale, à cette forme de pouvoir.

*N'y a-t-il pas un danger que ce mouvement anti-guerre, que vous assimilez à la multitude, ne soit qu'un effet médiatique qui, à la limite, disparaîtrait si les médias n'en parlaient plus ?*

Je crois que vous avez raison sur les dangers de la manipulation médiatique, et aussi sur le danger plus large lié au concept de multitude. Pour beaucoup, le concept de multitude est distinct de celui de peuple, et d'une forme centralisée d'organisation avec une direction responsable. Le risque d'assimiler la multitude à une foule fasciste ou à un effet de masse existe. Il est clair que la multitude peut sembler en

même temps indifférente et indistincte et, peut-être précisément pour ces raisons-là, susceptible d'être manipulée. Un peu dans le même sens que les théories de Canetti, qui décrivent le populisme fasciste comme un phénomène de foule ou de masse. Je crois que ces considérations sont importantes, mais ce qu'il faut reconnaître et développer, ce sont les formes d'organisation internes aux mouvements. Autrement dit, le 15 février n'était pas un événement spontané, mais quelque chose qui s'est développé progressivement, aussi bien à partir des différents mouvements anti-globalisation, des mouvements historiques d'opposition à la guerre qu'à Porto Alegre. Je crois qu'une organisation en réseaux décentralisée s'est développée. Et c'est précisément ce qui distingue la multitude du 15 février d'une foule ou d'une masse. Le mouvement n'était ni spontané ni indifférent, il avait sa propre forme interne d'organisation, même si ce n'était pas centralisé et hiérarchique.

*Vous avez beaucoup parlé de la multitude comme mouvement politique, d'opposition à la guerre et à la globalisation. Quels sont ses rapports avec l'« autre » multitude, celle qui, comme dirait Virno, est dans le langage et donc, dans la production de richesse ? La multitude qui participe aux manifestations contre la guerre peut-elle être aussi le fer de lance de la lutte contre l'exploitation dans l'empire ?*

Je crois qu'il faut effectivement lier la multitude à des formes de production. Une des façons de réfléchir sur ce point, mais qui ne devrait pas être complètement généralisée ou exagérée, c'est de le faire à partir du nouveau genre de production en réseaux, fondée sur la collaboration et la communication. Les formes de production qui prennent la forme de réseaux décentralisés constituent, je dirais, un modèle pour un processus qui se développe main dans la main, pas à pas, avec ces formes politiques d'organisation. Je crois que l'emploi que fait Paolo Virno de la capacité linguistique de la multitude est beaucoup plus sophistiqué. Et précisément, il insiste beaucoup sur la nature langagière de la production. Quand

Virno soutient que tout processus de production a au centre le langage, il est en train de démontrer que la communication et la collaboration sont essentielles, et qu'il y a une base commune, parce que bien sûr le langage est toujours commun.

En mettant le langage au centre, Virno montre aussi que les différences entre politique et économique s'estompent. Autrement dit, classiquement on considèrerait le politique comme l'action faite en public, sous les yeux des autres, un acte communicationnel, alors que l'économique était considéré comme quelque chose de muet, c'est-à-dire une production de biens, une production strictement matérielle. Ce nouveau type de production fondée sur la communication, sur une convention langagière, est déjà politique. Ce que j'essaie de dire, c'est que les formes d'organisation de la production non seulement soutiennent ces formes politiques d'organisation mais se développent pas à pas avec elles. Elles se soutiennent mutuellement. Quand je parle de ces formes de multitude comme d'organisations politiques, cela signifie qu'elles ne sortent pas de nulle part : c'est quelque chose qui s'est préparé et développé non seulement dans notre histoire politique mais aussi dans nos échanges économiques quotidiens. Je n'ai peut-être pas très bien exposé les arguments de Virno sur l'aspect linguistique de la production, mais laissez-moi dire qu'ils démontrent bien comment l'économique est déjà un exemple de collaboration et de communication dans le « commun », et comment la vie économique devient non différenciable de la vie politique.

*Quelqu'un comme Kurz soulignerait que cette « multitude » est en fait une élite et que la vraie multitude reste en dehors, dans des tâches non encore centrées sur le langage et donc moins dans la politique<sup>3</sup>.*

---

<sup>3</sup> Voir un peu plus loin dans ce numéro, l'article : *L'eau pour laver les carottes et H<sup>2</sup>O*.



C'est un point extrêmement important et il est essentiel de l'analyser et de le développer. Pour y réfléchir, il est important de souligner que ce ne sont pas seulement les travailleurs de Microsoft qui sont maintenant l'avant-garde de l'organisation politique. Une manière de saisir le concept de travail immatériel est d'ajouter, à côté des éléments linguistiques, la production d'éléments affectifs. En d'autres mots, la production des affects en plus de la production d'images et de langage. La production de sentiments et la production de relations sociales sont également fondées sur la collaboration et la communication. C'est quelque chose qui nous permet de voir le concept de multitude de façon beaucoup plus large ; de la manière dont il a déjà été développé dans le courant féministe socialiste anglophone dans les années soixante-dix aux États-Unis, au Canada et en Angleterre. Cela peut s'étendre à d'autres catégories et nous aider à mieux comprendre beaucoup d'autres activités économiques, du travail salarié et non salarié.

Mais il faut faire un pas beaucoup plus grand et se demander par exemple si le travail agricole est concerné. J'aimerais démontrer que le travail agricole aussi devient immatériel. Cela ne signifie pas, évidemment, que le travail agricole n'implique pas le travail de la terre — comme dans toute cette discussion sur le travail immatériel, cela n'implique pas que le travail ait cessé d'être matériel et que les produits soient immatériels — cela signifie que l'information, la communication, les signes, etc., deviennent toujours plus centraux. Ainsi, par exemple, lorsqu'on sait à quel point les semences et l'information génétique sur les semences sont devenues centrales dans l'agriculture, on comprend bien que les formes de connaissance et l'information deviennent plus centrales dans le processus de production. De même, si on réfléchit à la question des brevets à travers le monde, par exemple les brevets sur la connaissance traditionnelle —

comme dans le cas célèbre du *Neam Tree*<sup>4</sup> en Inde, maintenant breveté par les compagnies américaines – on peut dire que ces connaissances sont aussi des formes de travail collectif immatériel. Il me semble que cet exemple de l'agriculture nous aide à comprendre que le travail immatériel, de cette conception de la nature et cette transformation de l'économie, est une chose générale qui inclut toutes les formes du travail, salarié et non salarié. C'est ce type d'analyse qu'il me semble nécessaire de faire pour rendre le concept de multitude utile politiquement.

*Pourrait-on dire aussi que les liens entre technique et multitude sont aussi étroits que ceux entre technique et langage ? Technique et multitude vont-elles de pair ? Y a-t-il un lien entre les deux ?*

Certaines des opérations dont on parle sont effectivement des opérations de privatisation du bien commun. Mais, si on se met dans la ligne de pensée de Virno, on peut dire que cette forme de bien public est immatérielle, c'est une forme de bien public qui prend la forme de connaissances, d'informations et de relations. La forme de lutte qui les caractérise et qui prend souvent la forme de luttes globales nord/sud se fait autour de la propriété de cette connaissance. Le bien public et ces connaissances, qu'on assumait comme étant communes, ont été transformés en propriété privée : aussi bien, disons, la forme des arbres que l'information génétique. Et ces connaissances traditionnelles ont maintenant toutes été brevetées, donc volées sous une forme de propriété privée. Mais, pour revenir à notre discussion, tous ces biens immatériels sont fondés sur les mêmes logiques que le langage, et donc, sont liés au pouvoir.

*Et si, au lieu de parler de vol, on parlait d'un simple transfert à l'intérieur des classes dominantes ? Au XIX<sup>e</sup> siècle le bourgeois s'était déjà approprié les connaissances du paysan en l'obligeant à*

---

<sup>4</sup> Arbre très répandu en Inde et en Afrique employé dans la médecine traditionnelle et dont les industries pharmaceutiques extraient des substances employées pour la fabrication de médicaments.

*travailler selon les nouvelles lois de la génétique qu'on venait de découvrir. Le vol de la connaissance au siècle dernier n'était-il pas plus grave à cause des conditions matérielles beaucoup plus difficiles (en Occident) ? N'est-ce pas un peu démagogique de dire que la connaissance dans les sociétés paysannes et industrielles du XIX<sup>e</sup> siècle était distribuée, qu'elle était commune et qu'elle a été volée ? Dans le capitalisme, la connaissance n'a-t-elle pas toujours été volée dans le but d'accumuler ?*

Je crois que vous avez raison et qu'en un certain sens, on est en train de recréer les instances de ce que Marx appelait l'accumulation primitive. En Grande-Bretagne cette accumulation primitive fut le fruit de la transformation en propriété privée des pâturages de propriété commune, parfois tout simplement en les transférant du chef de clan à celui qui possédait le capital. On n'est certainement pas en train de passer d'un état idyllique à un état d'exploitation et, en un certain sens, on passe d'une forme d'exploitation à une autre. Ceci étant dit, il est quand même important d'insister sur le fait qu'actuellement la propriété privée s'étend à toutes les nouvelles formes de vie ; aujourd'hui, même les informations contenues dans le code génétique sont devenues privées. Cette extension de la propriété privée est, dans tous ces cas, un pas de plus dans la transformation du commun en privé, et bien sûr un passage du contrôle des pouvoirs traditionnels au pouvoir du capital.

*Susan Sontag a écrit un article à propos des médias américains qui présentent différemment la mort des soldats américains et celle des autres. La mort des autres peut être présentée de manière crue et violente, tandis que celle des Américains est toujours propre : pas de mains ou de pieds coupés, pas de cheveux ensanglantés, etc. Susan Sontag semble penser que, contrairement à l'empire romain, dans lequel les individus, du moment qu'ils appartenaient à l'empire, étaient tous « égaux », ici la représentation de la mort et de la violence est très différente selon qu'il s'agit d'un Américain ou non. Est-ce que les Américains ne sont pas à la hauteur de leur puissance économique ou ma question est-elle trop culturaliste ?*

Vous avez raison quant à la façon dont les médias traitent de la mort des soldats américains. Mon premier réflexe serait de relier ça à une vision traditionnelle – mais correcte – qui désigne l’empire comme raciste quant à la valeur de la vie. Je crois que c’est vrai aussi bien pour le Vietnam que pour l’Irak. La mort des hommes plus foncés n’est même pas comptabilisée. Je n’ai vu aucune statistique sur le nombre de soldats irakiens tués dans cette guerre. Je n’ai pas lu l’article, mais si je l’ai bien compris, Sontag a raison de dire que la mort des autres soldats n’a pas la même valeur que celle des Américains. Et effectivement, cela va à l’encontre d’une citoyenneté universelle.

*Il s’agit donc d’une vision « ancienne », une approche de réaction, inutilisable dans le contexte d’un empire ? Voyez-vous quelque chose de positif au fait de refuser de voir la violence sur le corps des soldats américains, ou ne s’agit-il que de racisme ?*

J’aimerais bien voir quelque chose de positif, si l’on pouvait (*rires*). Ma première réaction en est une de dégoût. Laissez-moi dire que... Je crois que toute notion d’empire ou d’impérialisme est nécessairement fondée sur le racisme. Cette différenciation dans l’appréciation de la valeur de la vie, qu’on peut lire dans la réaction des médias et de la population américaine en général, est fondamentalement basée sur une notion de racisme. Nous ne pouvons fonctionner sans ce racisme. Voilà ma première réaction.

La seconde, quant à savoir si l’on peut trouver quelque chose de positif là-dedans, ... laissez-moi essayer (*rires*). Ce que les plus aventuriers de la droite américaine, ceux que l’on appelle les néo-conservateurs, veulent maintenant c’est une forme de patriotisme aux États-Unis, la reconnaissance que des sacrifices doivent être faits. Pour eux, le fait que la population américaine n’accepte pas un grand nombre de morts, est une responsabilité lourde de conséquences, une grande contrainte. Ils veulent conduire le peuple américain à accepter ces morts et ces sacrifices. Beaucoup de choses ont été

écrites en ce sens après le 11 septembre. Bien des penseurs de la droite américaine voient dans cet événement le potentiel pour que le peuple américain finisse par accepter un grand nombre de morts américains. Selon eux le patriotisme est à même d'y parvenir. Peut-être, en gardant cela à l'esprit, il pourrait y avoir quelque chose de positif dans ce que vous venez de dire : la population américaine n'accepte pas la mort de ses soldats et ni elle donc, ni les médias américains ne sont encore prêts à suivre à tout prix ce projet de domination. Je ne suis pas sûr d'avoir répondu à votre question... Et vous, qu'en pensez-vous ?

*Honnêtement je ne sais pas trop quoi en penser non plus...*

Est-ce que Sontag y voyait quelque chose de positif ?

*Non, elle pense que c'est un phénomène très négatif. Elle ne voit là que le mépris pour la mort de l'autre, que le racisme...*

Donc elle a une position classique, comme ma première réaction...

*Dans Empire vous parliez de l'armée comme de la police du monde. En Irak, l'armée américaine fait la police, mais ne peut pas faire la police sans la police irakienne... Ce qui semble nous ramener au point de départ...*

Je crois que c'est un concept utile si, comme moi, on voit l'état actuel des choses comme une guerre interminable – et je crois qu'elle l'est vraiment. Il y a des niveaux multiples de combats et de violence. Ces niveaux rendent floue la distinction entre d'une part l'action militaire sans limites et d'autre part l'action policière et sa fonction de restauration de l'ordre, la plupart d'entre eux relevant soit de la « guerre de basse intensité », soit de l'action policière à haute intensité, ou encore d'un mélange des deux. Après que Bush ait déclaré que la guerre en Irak était gagnée, des soldats américains ont continué de mourir et des conflits continuels ont perduré. Ce que cela démontre, c'est qu'on ne peut pas simplement s'appuyer sur la police irakienne pour établir le type d'ordre

que les Américains veulent instaurer. Et que ce projet de changement de régime et de construction d'une nation ne va pas se faire sans un grand effort. La droite, qui favorise une action impériale complète, déplore le fait que les Américains ne sont efficaces que dans la première phase de l'action impériale, la destruction militaire, et qu'ils sont incapables de l'être dans la deuxième phase, celle de la construction et de l'engagement. Certains disent que les Américains n'ont pas d'*attention span* ou qu'ils ne veulent pas engager les ressources nécessaires. Je crois que si l'on refuse le point de vue de ceux qui veulent une domination américaine, on doit reconnaître qu'il y aura toujours de la révolte contre la domination et des résistances à ces formes de pouvoir. Et cela peut, en soi, être réconfortant. Même si ces formes de révolte ou de résistance ne sont pas nécessairement libératrices ou victorieuses en elles-mêmes.

*Que veut dire une construction nationale à l'intérieur de l'empire ?*

Je pense que la construction nationale est quelque chose de très important dans un ordre impérial parce que la souveraineté nationale y est essentielle. En d'autres mots, ces conflits interminables entre partisans de la souveraineté nationale et partisans de la globalisation sont sans utilité aucune : les uns disent que s'il y a globalisation, les États-nations ne sont plus importants ; les autres, qui croient que les États-nations sont toujours importants, pensent qu'il n'y a pas de globalisation. Ce qu'il y a plutôt, c'est que, dans la formation de ce pouvoir global, les États-nations et la souveraineté limitée ont une base et une forme qui sont fonctionnelles pour cet ordre impérial. Au niveau national autant que régional, la concurrence régionale et les organisations régionales sont elles aussi très importantes pour la structure de pouvoir global. Prenez l'exemple des discussions à l'intérieur de l'administration américaine depuis la guerre en Irak : ils se demandent s'il faut supprimer l'OTAN ou au contraire encourager une prolifération d'OTANs dans les différentes régions du monde.

De la même manière que, dans l'OTAN, les États européens ont confiance en l'Amérique, de même il faudrait une structure militaire régionale pour le Moyen Orient, incluant l'Irak, Israël et peut-être l'Égypte, tous les États qui sont d'accord, plus les États-Unis. Et il y aurait également une OTAN asiatique avec le Japon, la Corée, etc., plus les États-Unis. Dans ce sens, ces formations régionales seraient des éléments nécessaires dans la structure de pouvoir global. Je suis seulement en train de mettre en évidence, avec ces exemples régionaux, que les souverainetés nationales ne sont pas nécessairement en contradiction avec cette structure de pouvoir global ; en fait, elles en constituent des éléments nécessaires.

*Un Québec indépendant n'est donc pas nécessairement réactionnaire et ne s'oppose pas à une vision à plus long terme d'un internationalisme différent ? On pourrait avoir un État québécois qui participerait à un empire au sens moderne et « positif » du terme, et pas nécessairement à un nationalisme réactionnaire ?*

Je n'ai pas de réponse là-dessus. Il ne me semble pas que tout projet de libération nationale soit nécessairement réactionnaire ; il peut souvent être l'expression du refus d'une forme de domination. Ce qui me semble erroné dans tous ces types de projets, c'est d'assumer que la souveraineté nationale, ou même régionale, constitue nécessairement une garantie de démocratie.